

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1222**19 novembre 2003****SOMMAIRE**

B.E.R.L. International S.A., Luxembourg	58625	L. Burnham Associates S.A., Luxembourg	58621
Berolux Holding S.A., Luxembourg	58620	L. Burnham Associates S.A., Luxembourg	58622
Beta International Management S.A. Luxembourg	58654	Linea 3 Ameublement, S.à r.l., Livange	58642
BRE/Berlin I Manager, S.à r.l., Luxembourg	58637	LPInvest, S.à r.l., Pétange	58615
CF6 Luxembourg S.A., Esch-sur-Alzette	58616	Lure, S.à r.l., Luxembourg	58626
Citrix Systems Capital and Finance, S.à r.l., Luxem- bourg	58629	Maintenance S.A., Munsbach	58642
Citrix Systems Capital and Finance, S.à r.l., Luxem- bourg	58628	Milestone Finance Company S.A.H., Luxembourg	58610
Corydon S.A., Luxembourg	58609	Mobigolf S.A., Luxembourg	58612
East Europe Services S.A.	58612	Mobigolf S.A., Luxembourg	58612
Electricité Scheuer S.A., Ehlang-sur-Mess	58645	Mossack Fonseca & Co (Luxembourg), S.à r.l., Ra- meldange	58643
Faber, S.à r.l., Grevenmacher	58612	Neves Andrade Manuel, S.à r.l., Esch-sur-Alzette.	58644
Fidura S.A., Luxembourg	58644	Optotec S.A., Luxembourg	58645
Fidura S.A., Luxembourg	58645	Optotec S.A., Luxembourg	58645
G. Scheuer, S.à r.l., Ehlang-sur-Mess	58644	Ormond S.A., Luxembourg	58611
G.O. IA - Luxembourg One, S.à r.l., Luxembourg .	58630	Ormond S.A., Luxembourg	58611
H.I.S. Humser International Service, Pétange . . .	58613	P.J., S.à r.l., Luxembourg	58643
Haro S.A., Luxembourg	58611	Pro d'Invest S.A., Bettembourg	58618
Haro S.A., Luxembourg	58611	Pro S.A., Wiltz	58610
Hud S.A., Luxembourg	58635	Rocado S.A., Luxembourg	58643
Hud S.A., Luxembourg	58637	Rocado S.A., Luxembourg	58643
Immo-Sharp S.A., Hunsdorf	58622	SPC Holding S.A., Luxembourg	58610
Income S.A., Luxembourg	58623	SPC Holding S.A., Luxembourg	58610
Intersafe, S.à r.l., Luxembourg	58642	United News Distribution, S.à r.l., Luxembourg . .	58646

CORYDON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 60.891.

Le bilan au 28 février 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2003, réf. LSO-AK00133, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(070871.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

PRO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs.
R. C. Diekirch B 5.255.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, réf. DSO-AJ00174, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 4 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 30 octobre 2003.

Signature.

(902772.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 4 novembre 2003.

SPC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 33.235.

EuroSkandic S.A. a annulé en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme SPC HOLDING S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 33.235.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07427. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070648.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

SPC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 33.235.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 30 septembre 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 30 septembre 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07445. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070669.3/850/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

MILESTONE FINANCE COMPANY, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 12.813.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 28 mai 2003

- La cooptation de la société LOUV, S.à r.l., de droit luxembourgeois, avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg en tant qu'Administrateur en remplacement de la société FINIM LIMITED, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2005.

Luxembourg, le 28 mai 2003.

Certifié sincère et conforme

MILESTONE FINANCE COMPANY

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 2003, réf. LSO-AK00301. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070952.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

ORMOND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 60.355.

—
EuroSkandic S.A. a annulé en date du 28 août 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme ORMOND S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60.355.

EuroSkandic S.A.
L. Stenke
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07422. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070649.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

ORMOND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 60.355.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 28 août 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 28 août 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg avec effet au 28 août 2003. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2003.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07484. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070659.3/850/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

HARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 81.176.

—
EuroSkandic S.A. a annulé en date du 28 août 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme HARO S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.176.

EuroSkandic S.A.
L. Stenke
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07413. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070656.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

HARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 81.176.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 28 août 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 28 août 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg avec effet au 28 août 2003. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2003.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07453. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070661.3/850/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

MOBIGOLF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R. C. Luxembourg B 44.049.

—
EuroSkandic S.A. a annulé en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme MOBIGOLF S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 44.049

EuroSkandic S.A.
L. Stenke
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07433. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070650.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

MOBIGOLF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R. C. Luxembourg B 44.049.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 30 septembre 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 30 septembre 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2003.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07435. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070676.3/850/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FABER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 10-12, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 25.586.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07200, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.
Signature

(070667.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

EAST EUROPE SERVICES S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 39.199.

—
Par la présente, BENELUX TRUST (LUXEMBOURG), S.à r.l. informe que le domicile de la société mentionnée ci-dessus est dénoncée avec effet immédiat.

Monsieur Roeland P. Pels, Monsieur Dirk C. Oppelaar et Mme Anne Compère ont démissionné de leurs postes d'Administrateur avec effet immédiat.

La société GALINA INCORPORATED a démissionné de son poste de Commissaire aux Comptes avec effet immédiat.

Le 4 novembre 2003.

Pour BENELUX TRUST (LUXEMBOURG), S.à r.l.
Société Domiciliataire
R.-P. Pels

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2003, réf. LSO-AK00755. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(071067.2//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

H.I.S, HUMSER INTERNATIONAL SERVICE, Société Coopérative.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 96.402.

STATUTS

L'an deux mille trois au mois de février et ce sous seing privé les personnes reprisent ci-dessous ont décidé de former dans les douze mois à venir une société coopérative.

- 1) Monsieur José Servais, retraité, domicilié à 4632 Cerexhe-Heuseux rue de la Fabrique 2A, Belgique.
- 2) Madame Humblet Nadine, sans emploi, domiciliée à 4632 Cerexhe-Heuseux rue de la Fabrique 2A, Belgique.
- 3) Monsieur Smal Frédéric, employé, domicilié à 4360 Oreye rue des Combattants 32, Belgique.
- 4) Comanne Albert, indépendant, domicilié à 4681 Hermalle/Argenteau rue Joseph Bonhomme, 31, Belgique.
- 5) Vanhelmont Claire, sans emploi, domiciliée à 4681 Hermalle/Argenteau rue Joseph Bonhomme, 31, Belgique.
- 6) Vincken Caroline, sans profession, domiciliée à 4360 Oreye rue des Combattants, 32, Belgique.
- 7) Servais Karin, sans emploi, domiciliée à Liège 4000 rue Marengo, 5, Belgique.

Lesquels ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société coopérative qu'ils vont constituer entre eux, sous la dénomination HUMSER INTERNATIONAL SERVICE, en abrégé H.I.S.

Art. 1^{er}. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg L-4751 Pétange 165A, route de Longwy, par décision du conseil d'administration. La société peut par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales. Lorsque des événements extraordinaires d'ordres politiques, économiques ou sociaux de nature à compromettre l'activité au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareil décision de transfert du siège social sera faite par le conseil d'administration.

Art. 2. Objet social. Agence de détectives. Ressources humaines, prestations de services en rapport avec l'objet social, ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 3. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée, prenant cours à la date de sa constitution.

Art. 4. Fonds social. Le Fonds social est formé par les apports des associés. Il est illimité et variable.

Son minimum est fixé à 100,- (cent euros), représenté par des parts de 1,- euro (1) chacune. Il ne peut être créé aucune espèce de titre, sous quelque forme que ce soit, non représentatif d'apport en nature ou de versements en espèces. La liste des associés sera déposée tous les 6 mois au greffe du tribunal du commerce, conformément aux dispositions de l'article 133 de la même loi.

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur José Servais, prénommé, président fondateur, constitué par l'apport de 47,- EUR	47 parts
Madame Humblet Nadine, constitué par l'apport de 47,- EUR	47 parts
Monsieur Smal Frédéric	2 parts
Monsieur Comanne Albert	1 part
Madame Vanhelmont Claire	1 part
Mademoiselle Vincken Caroline	1 part
Madame Servais Karin	1 part
Total:	100 parts

Toutes les parts ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèce et en nature, de sorte que la somme de 100 parts se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi que le certifient les associés de la présente société, la partie versée en espèce est justifiée par une attestation bancaire.

Les apports de départ sont les suivants:

- Par Monsieur José Servais, prénommé, l'apport en espèce de 47 euros, associé actif,
 - Par Madame Humblet Nadine, prénommé, l'apport en espèce de 47 euros, associée non active,
 - Par Monsieur Smal Frédéric, prénommé, l'apport en espèce de 2 euros, associé actif,
 - Par Monsieur Comanne Albert, prénommé, l'apport en espèce de 1 euro, associé actif,
 - Par Vanhelmont Claire, prénommée, l'apport en espèce de 1 euro, associée non active,
 - Par Mademoiselle Vincken Caroline, prénommée, l'apport en espèce de 1 euro, associée non active,
 - Par Madame Servais Karin, prénommée, l'apport en espèce de 1 euro, associée non active,
- de sorte qu'à la conclusion, le fonds social s'élève à cent euros,
ainsi que l'attestent, le justifient, les signataires des présents statuts.

En cas d'augmentation de fonds social souscrit au cours d'un exercice social, le conseil d'administration doit procéder au dépôt et à l'enregistrement d'une copie du bilan ou de tout autre document faisant apparaître le montant de l'augmentation dans les 3 mois de la clôture de l'exercice.

Art. 5. Responsabilité. Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leur souscription, sans qu'il n'y ait entre eux, ni solidarité, ni indivisibilité. Les parts sociales sont incessibles.

Art. 6. Administration. La société est administrée par un conseil composé de deux membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut excéder six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés, ont le droit d'y pourvoir provisoirement, dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentés, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou E-mail, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou E-mail.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil peut déléguer tout ou en partie de ses pouvoirs concernant la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, ou autres agents, associés ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de son pouvoir.

Art. 7. Admissions, Démissions, Retraits de versements, Exclusions des associés. Les demandes d'admissions ou de démissions sont soumises à l'Assemblée Générale qui les prononce. Elle n'a pas à motiver son refus éventuel. L'admission ou la démission est constatée par la signature sur le registre des associés au regard de la date de son admission, ou démission.

Les associés ne peuvent donner leur démission, ni opérer des retraits de versements ou de parts dans les six premiers mois de l'année sociale. En cas de décès, de faillite, de concordat préventif, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants recevront sa part de la manière déterminée ci-dessus. Ils ne peuvent provoquer en aucun cas la liquidation de la société. Tout associé démissionnaire ou exclu reste personnellement tenu, dans les limites de sa mise pendant 5 ans à partir de la publication de sa démission ou de son exclusion, sauf le cas de prescription plus courte établie par la loi, de tous les engagements contractés avant la fin de l'année dans laquelle sa retraite ou son exclusion a été publiée.

L'assemblée générale peut refuser les retraits demandés, les réduire ou y surseoir si la situation financière de la société le justifie.

Un associé ne peut pas être exclu de la société que pour inexécution ou non respect des présents statuts, de la charte des coopérateurs ou du contrat et moyennant une décision de l'assemblée générale, et à l'unanimité des voix, non compris les voix de titres appartenant à l'associé dont l'exclusion est proposée.

La décision de l'assemblée générale ne doit pas être motivée et elle est sans recours.

Art. 8. Surveillance. La surveillance de la société est confiée à un commissaire, associé ou non, nommé pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligible et toujours révocable.

Le commissaire aux comptes surveille l'organisation et la gestion et notamment la comptabilité de la société.

Le rapport du commissaire sera soumis au gouvernement ainsi qu'au conseil d'administration de la société.

Art. 9. Assemblée Générale. L'assemblée générale des associés a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle est composée de tous les associés, qui peuvent y voter. Un associé a le droit de voter par lui-même ou par mandataire.

Chaque part d'associé donne droit à une voix lors des délibérations. La modification des statuts requière le consentement unanime de tous les associés. La majorité requise pour la validité des délibérations est de 50% des voix plus une.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration et le cas échéant par le commissaire.

Les convocations mentionnant l'ordre du jour ne sont faites que par lettre recommandée, adressées aux associés, au moins une fois par an, le dernier lundi du mois de décembre de chaque année et pour la première fois le dernier lundi du mois de décembre de l'année 2003 à 14.00 heures au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation en vue d'approuver la gestion et l'exercice écoulé, de déterminer la politique générale et de prendre toutes décisions qui sont réservées à cette assemblée par les présents statuts.

L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement le premier exercice commence en date d'aujourd'hui pour se terminer le 31 décembre 2003. A la fin de l'exercice social, le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes dans la forme prescrite par l'article 72 de la loi sur les sociétés commerciales. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, au commissaire qui commentera ces documents dans leur rapport.

Dans la quinzaine après leur approbation le bilan et le compte des profits et pertes seront déposés au greffe du tribunal de commerce du siège de la société, conformément aux dispositions de l'article 132 de la même loi.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président. Le premier président est nommé par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin, parmi les membres présents à la réunion.

Art. 10. Répartition. Les bénéfices et pertes se partagent chaque année par moitié, par parts égales entre les associés et par moitié à raison de leur mise.

Chaque année, 5% au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint 10% du fonds social. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la distribution ou de la mise en réserve du solde des bénéfices nets.

Art. 11. Nullité. Les dispositions des présents statuts qui violeraient une règle légale impératrice sont réputées non écrites sans que cette irrégularité affecte les autres dispositions statutaires.

Art. 12. Dissolution et liquidation. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des statuts.

Lors de la dissolution de la société, soit par anticipation, soit par expiration de son terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des associés.

A défaut de décision prise à cet égard par l'assemblée générale, les administrateurs en fonction sont considérés, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de la société comme liquidateurs.

Art. 13. Dividendes de liquidation. Le produit net de la liquidation, après apurement des dettes et charges, sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 14. Loi applicable. Les parties entendent se conformer entièrement à la loi du 10 août 1915 (telle qu'elle a été modifiée) régissant les sociétés commerciales, ainsi qu'à la loi du 31 juillet 1929 (telle qu'elle a été modifiée) régissant les sociétés de participations financières. En conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il ne serait pas déroger valablement par les présents statuts sont considérées comme faisant partie intégrante du présent acte, telles qu'elles seront en vigueur au moment où se posera la question de leur application.

Art. 15. Evaluation des frais. Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à 200,- euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants pré-qualifiés, représentants l'intégralité du fonds social, se sont constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 2.
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
Monsieur Servais José, prénommé;
Monsieur Smal Frédéric, prénommé.
3. Monsieur Smal Frédéric est nommé administrateur et n'a pas le pouvoir d'engager la société.
4. Monsieur Servais José est nommé administrateur délégué avec le pouvoir d'engager seul la société en toutes circonstances en ce qui concerne la gestion conformément à l'article 6, alinéa 8 des statuts.
5. Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2010.
6. Est appelé aux fonctions de commissaire; cette fonction sera déterminée lors d'une prochaine assemblée générale.
7. Est nommé Président Monsieur Servais José, prénommé.

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connu de tous par leur nom, prénom, état et demeure ils ont tous signé le présent acte.

Signé: J. Servais, N. Humblet, F. Smal, A. Comanne, C. Vanhelmont, C. Vincken, K. Servais.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2003, réf. LSO-AD05363. – Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(068998.5/000/170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2003.

LPIInvest, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 23, rue Robert Krieps.

R. C. Luxembourg B 84.563.

Constituée par-devant M^e Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 20 novembre 2001, acte publié au Mémorial C n° 408 du 13 mars 2002, modifiée par-devant le même notaire en date du 18 juillet 2002, acte publié au Mémorial C n° 1388 du 25 septembre 2002.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 2003, réf. LSO-AK00080, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2003.

Pour LPIInvest, S.à r.l.

KPMG EXPERTS COMPTABLES

Signature

(071342.3//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

CF6 LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-4244 Esch-sur-Alzette, 2, rue des Mines.
R. C. Luxembourg B 68.873.

L'an deux mille trois, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de CF6 LUXEMBOURG S.A., R. C. Luxembourg B 68.873, avec siège social à Esch-sur-Alzette, constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 2 mars 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 397 du 1^{er} juin 1999.

La séance est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Monsieur Marc Rob, directeur de sociétés, avec adresse professionnelle au 2, rue des Mines, L-4244 Esch-sur-Alzette.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, Maître en droit, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les quatre mille (4.000) actions sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité du capital social de cent mille euros (€ 100.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est libellé comme suit:

1. Refonte complète des statuts.
2. Divers.

L'Assemblée après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique

Il est décidé de procéder à une refonte complète des statuts, lesquels auront désormais la teneur suivante:

«I. - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de CF6 LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront sur le point de se produire, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes de la Société ayant qualité pour l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

II. - Objet

Art. 4. La Société a pour objet, pour son compte ou pour le compte de tiers:

- toutes opérations ayant trait directement ou indirectement aux conseils, études, analyses et développements et à la formation dans les domaines de l'informatique et de la gestion d'entreprise;
- toutes opérations se rapportant à la commercialisation de logiciels et de matériel informatique.

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à faciliter l'accomplissement de son objet.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières et d'une façon générale toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi.

III. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à cent mille euros (100.000,- EUR) représenté par quatre mille (4.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Les actions sont nominatives.

Sauf en cas de succession, aucune cession d'actions à un tiers ne peut avoir lieu sans l'agrément du conseil d'administration. L'agrément résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse de la part du conseil d'administration dans le délai de deux mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément le cédant peut exiger que dans le mois à compter de la notification, le conseil d'administration fasse acquérir les actions soit par un actionnaire soit par un tiers.

Art. 7. Toute action est indivisible. La Société ne reconnaît quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires qu'un seul propriétaire pour chaque titre. Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles ait été désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 8. Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital, souscrite en numéraire, les propriétaires des actions existantes auront un droit de préférence pour souscrire aux actions nouvelles au prorata du nombre de titres qu'ils possèdent. Le conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes aux actionnaires par préférence et le délai dans lequel ils auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits de préférence. Les droits de souscription ne peuvent être cédés par les actionnaires à des non-associés sans l'accord du conseil d'administration qui sera autorisé à présenter un acquéreur dont le droit de préemption s'exercera selon les modalités ci-dessus fixées pour les cessions d'actions.

IV. - Administration - Surveillance

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants cesse à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statutaire tenue dans l'année sociale au cours de laquelle expire leur mandat et statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et un vice-président. En cas d'absence du président, il est remplacé par le vice-président, ou à défaut, par l'administrateur le plus âgé. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, ou de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les réunions se tiennent à l'endroit indiqué dans les convocations, au Grand-Duché ou à l'étranger. Le conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Les administrateurs empêchés peuvent donner pouvoir par écrit ou par télex à un autre membre du conseil de les représenter aux délibérations et de voter en leur nom. Aucun administrateur ne peut être mandataire de plus d'un de ses collègues. L'administrateur ainsi représenté sera réputé présent.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée. Aucun administrateur n'a voix prépondérante.

Art. 11. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour arrêter la politique à suivre par la Société, et pour déterminer la conduite et l'administration des affaires sociales. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale, sera de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut choisir dans ou hors son sein un comité de direction, dont il détermine les pouvoirs.

Art. 12. La Société est engagée à l'égard des tiers par les signatures conjointes soit de deux administrateurs soit d'un administrateur et d'un fondé de pouvoir soit enfin de deux fondés de pouvoir.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs ou à des fondés de pouvoir choisis même en dehors du conseil.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 13. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Les commissaires ont un droit de surveillance et de contrôle illimité sur toutes les opérations de la Société.

V. - Assemblée Générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit à Esch-sur-Alzette au siège social le dernier mardi du mois d'avril à onze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Les convocations reproduiront l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 15. Tout propriétaire d'actions aura le droit de voter aux assemblées générales, chaque action donnant droit à une voix.

Tout actionnaire peut se faire représenter pour un nombre illimité d'actions par un mandataire muni d'un pouvoir écrit.

VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Au trente et un décembre de chaque année, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire, le bilan et le compte de pertes et profits qui sont soumis, conformément à la loi, aux commissaires au moins un mois avant la date de l'assemblée générale.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, déduction faite des frais généraux, charges et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net.

Il est fait sur le bénéfice net de l'exercice, diminué, le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de cinq pour cent (5%) au moins affecté à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteinte le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement au titre de la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

Art. 18. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

VIII. - Dispositions générales

Art. 20. Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et marchandises ou valeurs de la société frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la liquidation du fonds social ni s'immiscer en rien dans son administration, ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter, aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 21. Pour toutes les matières qui ne sont pas réglées par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à midi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Rob, F. Stolz-Page, M. Prospert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, vol. 141S, fol. 1, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2003.

A. Schwachtgen.

(070604.3/230/164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2003.

PRO D'INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck II.

R. C. Luxembourg B 96.509.

STATUTS

L'an deux mille trois, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Francis Kessler notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

1.- Monsieur Frédéric Bever, gérant de société, demeurant à B-6760 Virton, 1A, rue Basse;

2.- Madame Marie-Ange Lemaire, employée privée, épouse de Monsieur Frédéric Bever, demeurant à B-6760 Virton, 1A, rue Basse, ici représentée par Monsieur Frédéric Bever, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquels comparants, présents ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de:

PRO D'INVEST S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. Le siège social est établi à Bettembourg.

Art. 4. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (€ 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (€ 31,-), chacune disposant d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit au Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième mercredi du mois de juin à 11 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Par dérogation le premier exercice commencera aujourd'hui pour finir le 31 décembre 2003.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Frédéric Bever, prénommé, neuf cents actions.	900
2.- Madame Marie-Ange Lemaire, prénommée, cent actions.	100
Total: mille actions.	1.000

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraires de sorte que la somme de trente et un mille euros (€ 31.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Constataion

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (€ 1.400,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes.

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur Frédéric Bever, gérant de société, né à Saint-Mard (Belgique), le 29 décembre 1966, demeurant à B-6760 Virton, 1A, rue Basse;
- b) Madame Marie-Ange Lemaire, employée privée, épouse de Monsieur Frédéric Bever, née en Inde, le 15 juin 1964, demeurant à B-6760 Virton, 1A, rue Basse;
- c) Monsieur Dominique Resibois, employé privé, né à Bellefontaine (Belgique), le 8 septembre 1960, demeurant à B-6761 Chenois-Virton, 36, rue du Pierrard.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

La société LUX AUDIT S.A., établie et ayant son siège à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B numéro 25.797.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés est gratuit et il prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2009.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck II.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

Cinquième résolution

Le Conseil d'Administration est autorisé à nommer administrateur-délégué un ou plusieurs de ses membres.

Réunion du Conseil d'Administration

Monsieur Frédéric Bever, prénommé, ici présent, Madame Marie-Ange Lemaire, prénommée et Monsieur Dominique Resibois, prénommé, ici représentés par Monsieur Frédéric Bever, en vertu de deux procurations sous seing privé ci-annexées, se considérant comme réunis en Conseil, ont pris à l'unanimité la décision suivante:

Monsieur Frédéric Bever, prénommé, est nommé administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bever, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 octobre 2003, vol. 892, fol. 55, case 4. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 octobre 2003.

F. Kessler.

(070472.3/219/122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2003.

BEROLUX HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 24.276.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 2003, réf. LSO-AK00321, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

BEROLUX HOLDING S.A.

Signatures

Administrateurs

(070974.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

**L. BURNHAM ASSOCIATES, Société Anonyme,
(anc. RAAD (LUXEMBOURG) S.A.).**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 57.307.

L'an deux mille trois, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de RAAD (LUXEMBOURG) S.A., R. C. Luxembourg B 57.307, constituée originellement sous la dénomination de VAN DOORN TRUST & PARTNERS (LUXEMBOURG) S.A., suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 décembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 118 du 12 mars 1997.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire, en date du 17 décembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 246 du 16 avril 1998.

La séance est ouverte à seize heures quarante-cinq sous la présidence de Monsieur Michel Bellemans, directeur de sociétés, demeurant à Stampmolenstraat, B-1761 Roosdaal.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, Maître en droit, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cent (100) actions ayant eu une valeur nominale de douze mille cinq cents (12.500,-) francs luxembourgeois chacune représentant l'intégralité du capital social antérieur d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs luxembourgeois, sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec la procuration pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale de la Société en L. BURNHAM ASSOCIATES et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts.

2. Changement de l'objet social de la Société et modification afférente de l'article 4 des statuts lequel aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** L'objet de la Société est le conseil en matière de commerce international et transfrontalier; le développement pour compte de tiers de stratégies commerciales et publicitaires; la composition pour compte propre ou pour compte de tiers de collections d'objets de collection rares et/ou exclusifs, tels que des montres, des voitures, des objets de haute couture, sans que cette énumération ne soit limitative.

D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utile pour l'accomplissement et le développement de son objet.»

3. Suppression de la valeur nominale des actions et constatation que le capital social est désormais exprimé en euros.

4. Modification subséquente de l'article 5, alinéa 1^{er} des statuts.

5. Transfert du siège social de la Société au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg.

6. Démission de deux administrateurs.

7. Renomination de l'administrateur restant et nomination de trois nouveaux administrateurs.

8. Renomination du commissaire aux comptes actuel.

9. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde les points précités de l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

La dénomination sociale de la Société est changée de RAAD (LUXEMBOURG) S.A. en L. BURNHAM ASSOCIATES. En conséquence l'article 1^{er} des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de L. BURNHAM ASSOCIATES.»

Deuxième résolution

L'article 4 des statuts relatif à l'objet social de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** L'objet de la Société est le conseil en matière de commerce international et transfrontalier; le développement pour compte de tiers de stratégies commerciales et publicitaires; la composition pour compte propre ou pour compte de tiers de collections d'objets de collection rares et/ou exclusifs, tels que des montres, des voitures, des objets de haute couture, sans que cette énumération ne soit limitative.

D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utile pour l'accomplissement et le développement de son objet.»

Troisième résolution

La valeur nominale des actions est supprimée et le capital social est désormais exprimé en euros, de sorte qu'il est fixé à 30.986,69 euros, divisé en 100 actions sans désignation de valeur nominale.

En conséquence l'article 1^{er} des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (€ 30.986,69), représenté par cent (100) actions sans désignation de valeur nominale.»

Quatrième résolution

Le siège social de la Société est transféré du 4, avenue J.-P. Pescatore, L-2324 Luxembourg au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg.

Cinquième résolution

La démission de Monsieur Laurent Nagels et de la société RAAD (BELGIUM) N.V. de leurs fonctions d'administrateurs est acceptée et, par vote spécial, décharge leur est accordée pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Sont nommés comme nouveaux administrateurs de la Société avec effet immédiat:

- Monsieur Alexis Kamarowsky, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1947 à Bad Rothenfelde, Allemagne, avec adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg;

- Monsieur Federigo Cannizzaro, administrateur de sociétés, né le 12 septembre 1964 à La Spezia, Italie, avec adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, à L-1371 Luxembourg; et

- Monsieur Yvan Vlaeminck, directeur de sociétés, né le 4 février 1944 à Wépion, Belgique, avec adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg.

Est par ailleurs renommé comme administrateur Monsieur Michel Bellemans, directeur de sociétés, né le 25 juin 1968 à Ninove, Belgique, demeurant à Stampmolenstraat, B-1761 Roosdaal.

Est renommée commissaire aux comptes de la Société:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., R. C. Luxembourg B N° 40.312, une société avec siège social est au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2009.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à dix-sept heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Bellemans, F. Stolz-Page, M. Prospert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 87, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2003.

A. Schwachtgen.

(070630.3/230/100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2003.

L. BURNHAM ASSOCIATES, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 57.307.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1363 du 17 octobre 2003 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(070631.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2003.

IMMO-SHARP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7395 Hunsdorf, 50, rue de Steinsel.

R. C. Luxembourg B 49.770.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07207, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070670.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

INCOME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 96.557.

STATUTS

L'an deux mille trois, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. BENISE CORPORATION LIMITED, société de droit des British Virgin Islands, avec siège social à Pasea Estate, Road Town, Tortola,

ici représentée par Maître Cécile Hestin, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, en date du 9 octobre 2003,

2. ANY SAC L.P., société de droit américain, avec siège social au 25, Greystone Manor Lewes, DE 19958 (Etats-Unis d'Amérique),

Ici représentée par Maître Cécile Hestin, prénommée, en vertu d'une procuration lui délivrée, en date du 9 octobre 2003.

Les procurations prémentionnées resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination INCOME S.A.

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Le siège social est établi à Luxembourg Ville. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêt et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Le capital social de la société est fixé à cent mille euros (100.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres actions selon les termes prévus par la loi.

Art. 4. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 11.00 heures, et pour la première fois en l'an deux mille quatre. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 11. Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 12. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année, sauf toutefois que le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille trois.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
BENISE CORPORATION LIMITED	50.000,-	50.000,-	50
ANY SAC L.P.	50.000,-	50.000,-	50
Total:	100.000,-	100.000,-	100

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de cent mille euros (100.000,- EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de trois mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les personnes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Maître Cécile Hestin, avocat, demeurant 6, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

- Monsieur Jean-Marie Boden, expert-comptable, demeurant 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

- Monsieur Rui Fernandes Da Costa, employé privé, demeurant 4, rue des Fraises, L-7321 Steinsel.

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La FIDUCIAIRE FERNAND KARTHEISER avec siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

4. L'adresse de la société est fixée à L-1114, 10, rue Nicolas Adames, Luxembourg.

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2009.

6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 9 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Hestin, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, vol. 141S, fol. 3, case 9. – Reçu 1.000 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2003.

J. Elvinger.

(071004.3/211/158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

B.E.R.L. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 50.406.

L'an deux mille trois, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de B.E.R.L. INTERNATIONAL S.A., R. C. B Numéro 50.406, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, le 23 février 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 278 du 20 juin 1995.

Les statuts de ladite société ont été modifiés par un acte reçu par le même notaire le 29 avril 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 560 du 31 juillet 1998.

La séance est ouverte à quinze heures sous la présidence de Monsieur Karim Van Den Ende, administrateur de sociétés, domicilié professionnellement au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, Maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, Maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les vingt-cinq (25) actions ayant eu une valeur nominale de cent mille (100.000,-) francs luxembourgeois chacune représentant l'intégralité du capital social antérieur de deux millions cinq cent mille (2.500.000,-) francs luxembourgeois, sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

- Constatation du transfert du siège social et du siège de la direction effective vers la Belgique, plus précisément à B-1090 Jette, avenue Carton de Wiart, 126 avec effet au 1^{er} mai 1997 au motif que la société n'a, dans les faits, jamais exercé aucune activité au Grand-Duché de Luxembourg et n'envisage en aucune manière d'en exercer dans le futur.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé le point précité de l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social et le siège de la direction effective de la société vers la Belgique, plus précisément à B-1090 Jette, avenue Carton de Wiart, 126 ceci avec effet au 1^{er} mai 1997 au motif que la société n'a, dans les faits, jamais exercé aucune activité au Grand-Duché de Luxembourg et n'envisage en aucune manière d'en exercer dans le futur.

L'assemblée estime que les bénéfices de nature immobilière en rapport avec des immeubles sis en Belgique étant uniquement et exclusivement imposables en Belgique en vertu de la convention fiscale belgo-luxembourgeoise et la société n'ayant jamais réalisé d'autres bénéfices qu'immobiliers en rapport avec des biens sis en Belgique, elle n'est par conséquent pas soumise aux impôts sur les revenus au Luxembourg.

L'assemblée constate enfin que la société est en outre parfaitement en ordre avec ses obligations fiscales belges depuis son installation en Belgique en 1997 jusqu'à la date de ce jour, ce que confirme une attestation belge des Contributions Directes dont une copie restera annexée au présent procès-verbal.

La société reconnaît qu'il n'existe pas de porteurs d'obligations, ni de titulaires d'un droit de souscription en nom, ni de titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée à quinze heures quinze.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: K. Van Den Ende, R. Thill, M. Prospert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 93, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2003.

A. Schwachtgen.

(070635.3/230/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2003.

LURE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 96.553.

STATUTS

L'an deux mille trois, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société anonyme de droit italien SOLOFID S.p.A., ayant son siège social à I-25100 Brescia, Via San Giovanni Bosco 15/B (Italie), Registre de Commerce de Brescia numéro BS00273013173.

2.- Monsieur Lorenzo Conti, dirigeant, né à Gênes (Italie), le 18 juin 1951, demeurant à I-25100 Brescia, Via Brentana 9 (Italie).

Tous les deux sont ici représentés par Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Les prédictes procurations, signées ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Titre 1^{er}.- Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de LURE, S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre ma-

nière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participation financière.

La société est autorisée à procéder à toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières dans le cadre de son objet social.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euro (125,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- La société anonyme de droit italien SOLOFID S.p.A., ayant son siège social à I-25100 Brescia, Via San Giovanni Bosco 15/B (Italie), Registre de Commerce de Brescia numéro BS00273013173, quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	99
2.- Monsieur Lorenzo Conti, dirigeant, né à Gênes (Italie), le 18 juin 1951, demeurant à I-25100 Brescia, Via Bren-tana 9 (Italie), une part sociale	1
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III.- Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2003.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, à environ sept cent cinquante euro.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

2.- L'assemblée désigne comme gérants de la société:

a) Monsieur Angelo De Bernardi, licencié en sciences commerciales et financières, né à Esch-sur-Alzette, le 4 mai 1943, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;

b) Monsieur Federico Innocenti, maître en sciences économiques, né à Moncalieri (Italie), le 16 janvier 1974, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;

c) Monsieur Lorenzo Conti, dirigeant, né à Gênes (Italie), le 18 juin 1951, demeurant à I-25100 Brescia, Via Brentana 9 (Italie).

La société est engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ries-Bonani, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 octobre 2003, vol. 524, fol. 91, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 novembre 2003.

J. Seckler.

(071000.3/231/111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

CITRIX SYSTEMS CAPITAL AND FINANCE, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftskapital: EUR 411.379,30.

Gesellschaftssitz: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

H. R. Luxemburg B 69.543.

Im Jahre zweitausend und drei, den fünfzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, im Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

CITRIX SYSTEMS SWITZERLAND, G.m.b.H., mit Gesellschaftssitz in c/o BDS CONSULTING A.G., Vorgasse 3, CH-8201 Schaffhausen,

hier vertreten durch Herr Patrick Van Hees, Jurist, mit professioneller Adresse an 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg

aufgrund einer Vollmache unter Privatschrift ausgestellt am 12. Oktober 2003.

Vorgenannte Vollmachten, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Komparenten und den amtierenden Notar, bleiben gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben registriert zu werden.

Der Komparent, durch seinen Vertreter, ersuchten den instrumentierenden Notar nachstehenden Gesellschaftsvertrag wie folgt zu beurkunden:

I. Der Komparent ist alleiniger Anteilseigner der Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit dem Namen CITRIX SYSTEMS CAPITAL AND FINANCE, S.à r.l., H. R. Luxemburg Nr. 69.543, mit Gesellschaftssitz in 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, gegründet aufgrund einer notariellen Urkunde vom unterzeichneten Notar vom 22. April 1999, veröffentlicht im Mémorial, Recueil C, Nr. 5112 am 6. Juli 1999, zwischenzeitlich abgeändert aufgrund einer notariellen Urkunde vom unterzeichneten Notar, zum letzten Mal am 17. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial, Recueil C, Nr. 1057 am 10. Juli 2002.

II. Das Gesellschaftskapital beträgt vier hundert elf tausend dreihundert neunundsiebzig Euro und dreissig Cent (EUR 411.379,30), eingeteilt in dreizehntausend zweihundert sechsundsiebzig (13.276) Anteile ohne jeglichen Nominalwert.

III. Der alleinige Anteilseigner beschliesst einen Paragraph 4 zum Article 12 zu den Gesellschaftsstatuten hinzuzufügen, mit folgendem Wortlaut:

«Der Geschäftsführer oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, kann die Zahlung von Zwischendividenden auf Grundlage einer durch den/die Geschäftsführer vorbereitete Zwischenbilanz, welche nachweist, dass genügend Einkünfte vorhanden sind, beschliessen. Es versteht sich, dass die geplante Dividende die Summe des seit Beginn des Geschäftsjahres erwirtschafteten Einkünfte, erhöht durch die vorgetragenen Gewinne und verteilbaren Reserven, und abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Summen, die einer gesetzlichen oder statutären Reserve zugeführt werden sollen, nicht übersteigen darf.»

Kosten

Die Kosten und Lasten, welche der Gesellschaft anlässlich der Satzungsänderung entstehen, werden auf EUR 800,- geschätzt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Gesellschafterversammlung aufgehoben.

Der Unterzeichnete Notar der Englisch versteht und spricht erklärt, dass, auf Antrag des Komparenten, gegenwärtige Urkunde in deutscher Sprache, gefolgt von einer englischen Übersetzung aufgenommen wurde.

Auf Antrag desselben Kompargenten und im Falle von Unterschieden wischen der englischen und der deutschen Fassung, ist der deutsche Text vorrangig.

Worüber Urkunde, aufgenommen und abgeschlossen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompargenten, unterzeichneten dieselben mit Uns, Notar, die gegenwärtige Urkunde.

Follows the English translation of the present deed:

In the year two thousand and three, on the fifteenth day of October

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing at Luxembourg.

There appeared:

CITRIX SYSTEMS SWITZERLAND, G.m.b.H., having its registered office at c/o BDS CONSULTING A.G., Vordergasse 3, CH-8201 Schaffhausen,

here represented by Mr Patrick Van Hees, lawyer, with professional address at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg by virtue of a proxy established on October 12, 2003.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present Deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the limited liability company existing in Luxembourg under the name of CITRIX SYSTEMS CAPITAL AND FINANCE, S.à r.l. («the Company»), registered at the Luxembourg Register of Commerce under number B 69.543, with registered office at 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, incorporated by virtue of a deed of the undersigned Notary dated April 22, 1999, published in the Mémorial, Recueil C n° 512 of July 6, 1999, modified for the last time by a deed of the undersigned Notary dated December 17, 2001, published in the Mémorial, Recueil C 1057 of July 10, 2002.

II. The Company's share capital is fixed at four thousand and eleven three hundred and seventy-nine Euros and thirty cents (EUR 411,379.30) represented by thirteen thousand two hundred and seventy-six (13,276) shares without any par value.

III. The sole shareholder resolves to add a paragraph 4 to article 12 of the articles of incorporation and to give it the following wording:

«The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager(s) showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.»

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at EUR 800.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present Deed is worded in German followed by an English translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the German text, the German version will prevail.

Whereof the present notarial Deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original Deed.

Signé: P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, vol. 19CS, fol. 1, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2003.

J. Elvinger.

(071446.3/211/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2003.

CITRIX SYSTEMS CAPITAL AND FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 69.543.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(071451.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2003.

G.O. IA - LUXEMBOURG ONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 96.564.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the sixth day of October.

Before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

DB REAL ESTATE GLOBAL OPPORTUNITIES IA, L.P., established in the Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under the number WK-14172, represented by Mrs Derrie Boggess and Mr David Egghishaw, each with professional address at WALKERS SPV LIMITED, Walker House, Mary Street, P.O. Box 908GT, Grand Cayman, Cayman Islands, each acting in his or her capacity as director of GLOBAL GEN-PAR CO., LTD., a Cayman Islands exempted company and the general partner of DB REAL ESTATE GLOBAL OPPORTUNITIES IA, L.P.,

here represented by Ms Lieve Breugelmans, private employee, residing in 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, British West Indies on the 1 day of October, in the year two thousand and three;

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited company, which is hereby incorporated.

Art. 1. There is formed by the present appearing party mentioned above and all persons and entities who may become partners in the future, a private limited company (*société à responsabilité limitée*) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10th August, 1915 on commercial companies, as well as by the present articles (hereafter the «Company»).

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations in any form whatsoever, by purchase, exchange or in any other undertakings and companies either Luxembourg or foreign as well as the management, control, and development of these participations. The Company may also carry out the transfer of these participations by means of sale, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and develop all patents, trademarks and other intellectual and immaterial right as well as any other rights connected to them or which may complete them.

The Company can borrow in any form and in particular by way of bond issue, convertible or not, bank loan or shareholder's loan, and grant to other companies in which it has or not direct or indirect participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

Moreover, the Company may have an interest in any securities, cash deposits, treasury certificates, and any other form of investment, in particular shares, bonds, options or warrants, to acquire them by way of purchase, subscription or by any other manner, to sell or exchange them.

It may carry out any industrial, commercial, financial, movable or real estate property transactions which are directly or indirectly in connection, in whole or in part, with its corporate object.

It may carry out its object directly or indirectly on its behalf or on behalf of third parties, alone or in association by carrying out all operations which may favour the aforementioned object or the object of the companies in which the Company holds interests.

Generally, the Company may take any controlling or supervisory measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment of its object; it may also accept any mandate as director in any other companies Luxembourg or foreign, remunerated or not.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name G.O. IA - LUXEMBOURG ONE, S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's subscribed share capital is fixed at twenty-two thousand euros (€ 22,000.00), represented by eight hundred eighty (880) shares having a nominal value of twenty-five euros (€ 25.00) per share each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of 10th August, 1915 on commercial companies.

Art. 11. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. If one manager has been appointed, the manager will be a resident of the Grand Duchy of Luxembourg, and if several managers have been appointed, a majority of the board of managers will be residents of the Grand Duchy of Luxembourg. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by partners owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. Notwithstanding the foregoing, a general sub-delegation of the manager(s)' powers may not be made to persons or entities located outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, the board of managers will meet at least twice a year. All meetings of the board of managers shall take place in the Grand Duchy of Luxembourg. Written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their vote by telephone confirmed in writing. Notwithstanding the foregoing, the board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present at a meeting of the board of managers. A resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions, which shall be reviewed and signed in the Grand Duchy of Luxembourg by each and every manager. The date of such a resolution shall be the date of the last signature. The minutes of each meeting of the board of managers will be kept at the Company's registered office in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the law of 10th August, 1915, as amended.

Art. 15. The Company's year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 18. At the time of winding up the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the law of 10th August, 1915, as amended, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

DB REAL ESTATE GLOBAL OPPORTUNITIES IA, L.P.	880 shares
Total	880 shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twenty-two thousand euros (€ 22,000.00) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31st December, 2003.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (1,400.- EUR).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two. The meeting appoints as manager of the Company for an unlimited period of time:

Alain Heinz, commercial director, residing professionally 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

Joseph Mayor, director of companies, residing professionally 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2) The registered office is established in 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

3) The shareholders decide to confer individual signatory powers to

Alain Heinz, born in Forbach, France, on 17th May 1968, with professional address in 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

and

Joseph Mayor, born in Durban, South Africa, on 24th May 1962, with professional address in 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

To validly bind the Company by their respective sole signature, including, without limitation, power to sign individually in the Company's bank account

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, Luxembourg, on the years and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le six octobre.

Par-devant Maître Gerard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

DB REAL ESTATE GLOBAL OPPORTUNITIES IA, L.P., établie à Cayman Islands, enregistrée auprès du registre de commerce de Cayman Islands sous le numéro WK-14172, ici représenté par Mme Lieve Breugelmans, employée privée, résident à 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, British West Indies le premier octobre 2003;

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le comparant et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la «Société»).

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient ou non un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants, les acquérir par achat, souscription ou toute manière, les vendre ou les échanger.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de G.O. IA - LUXEMBOURG ONE, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à la somme de vingt-deux mille euros (€ 22.000,00) représenté par huit cent quatre-vingts (880) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (€ 25,00) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 14 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un Conseil de gérance. Si un gérant unique a été désigné, il sera résident au Grand-Duché de Luxembourg, et si plusieurs gérants ont été désignés, la majorité du conseil de gérance seront des résidents du Grand-Duché de Luxembourg. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du Conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du Conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au Conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de gérance. Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par appel téléphonique, à confirmer par écrit. Le Conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de gérance. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

Art. 15. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

DB REAL ESTATE GLOBAL OPPORTUNITIES IA, L.P.	880 parts sociales
Total	880 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de vingt deux mille euros (€ 22.000,00) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2003.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents euros (1.400,- EUR).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de deux. Sont nommés membres du conseil de gérance pour une durée indéterminée:

Alain Heinz, Directeur Commercial, résidant professionnellement 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

Joseph Mayor, Directeur Commercial, résidant professionnellement 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2. Le siège social de la société est établi à 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

3. Les associés décident de conférer le pouvoir de signature individuelle sur le compte bancaire de la Société à

Monsieur Alain Heinz, né à Forbach, France, le 17 mai 1968, ayant son adresse professionnelle à 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

Monsieur Joseph Mayor, né à Durban, Afrique du Sud, le 24 mai 1962, ayant son adresse professionnelle à 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

pour toutes transactions

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Breugelmans, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2003, vol. 140S, fol. 92, case 9. – Reçu 220 euros.

Le Receveur ff.(signé): Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2003.

G. Lecuit.

(071159.3/220/302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

HUD S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 95.954.

—
In the year two thousand and three, on the tenth of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of HUD S.A., a «société anonyme», having its registered office at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, incorporated by deed enacted on September 16, 2003, which is not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Mr Patrick Van Hees, jurist, residing in Messancy, Belgium.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Miss Rachel Uhl, jurist, residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them is shown on an attendance list. That list and the proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. As it appears from the attendance list, all the 3,100 (three thousand one hundred) shares, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Acknowledgement of the payment of unpaid balance of the share capital of the Company.

2.- Increase of the issued share capital by an amount of EUR 2,346,780.- (two million three hundred and forty-six thousand seven hundred and eighty euro) so as to raise it from its present amount of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) to EUR 2,377,780.- (two million three hundred and seventy-seven thousand seven hundred and eighty euro) by the issue of 234,678 (two hundred and thirty-four thousand six hundred and seventy-eight) new shares with a par value of EUR 10.- (ten euro) each, by contribution in cash.

3.- Amendment of article 5 of the Articles of Incorporation in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders decide what follows:

First resolution

It is acknowledged that the unpaid capital of EUR 18,500.- (eighteen thousand five hundred euro) subscribed at the incorporation date is now at the disposal of the Company.

Second resolution

It is decided to increase the corporate capital by the amount of EUR 2,346,780.- (two million three hundred and forty-six thousand seven hundred and eighty euro) so as to raise it from its present amount of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) to EUR 2,377,780.- (two million three hundred and seventy-seven thousand seven hundred and eighty euro) by the issue of 234,678 (two hundred and thirty-four thousand six hundred and seventy-eight) new shares having a par value of EUR 10.- (ten euro) each.

Third resolution

It is decided to admit the subscription of all the 234,678 (two hundred and thirty-four thousand six hundred and seventy-eight) new shares by the following company ALTOR 2003 GP LIMITED, having its registered office at Forum House, Grenville Street, St Helier, Jersey JE2 4UF.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon ALTOR 2003 GP LIMITED, prenamed, represented by Mr Patrick Van Hees, prenamed, by virtue of the aforementioned proxies;

declared to subscribe to the 234,678 (two hundred and thirty-four thousand six hundred and seventy-eight) new shares and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of EUR 2,346,780.- (two million three hundred and forty-six thousand seven hundred and eighty euro), as was certified to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolution, it is decided to amend Article 5 of the Articles of Incorporation to read as follows:

«**Art. 5.** The Company's capital is set at EUR 2,377,780.- (two million three hundred and seventy-seven thousand seven hundred and eighty euro) represented by 237,778 (two hundred and thirty-seven thousand seven hundred and seventy-eight) shares of EUR 10.- (ten euro) each.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately twenty-six thousand seven hundred euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille trois, le dix octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HUD S.A., ayant son siège social à 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en cours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, en date du seize septembre 2003, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre de actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Ainsi qu'il résulte de ladite liste de présence, toutes les 3.100 (trois mille cent) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont préalablement été informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Constatation de la libération du capital souscrit.

2.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 2.346.780,- (deux million trois cent quarante-six milles sept cent quatre-vingt euro) pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille euro) à EUR 2.377.780,- (deux million trois cent soixante-dix-sept milles sept cent quatre-vingt euro) par l'émission de 234.678 (deux cent trente-quatre milles six cent soixante-dix-huit) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euro) chacune, par apport en numéraire.

3.- Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit:

Première résolution

Il est constaté que le montant de EUR 18.500,- (dix-huit mille cinq cents euros) du capital social souscrit non libéré est à la disposition de la société.

Seconde résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 2.346.780,- (deux million trois cent quarante-six mille sept cent quatre-vingt euro) pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un milles euro) à EUR 2.377.780,- (deux millions trois cent soixante-dix-sept mille sept cent quatre-vingt euro) par l'émission de 234.678 (deux cent trente-quatre mille six cent soixante-dix-huit) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euro) chacune, par apport en numéraire.

Troisième résolution

Il est décidé d'admettre la souscription de la totalité des 234.678 (deux cent-trente quatre mille six cent soixante-dix-huit) actions nouvelles par la société suivante ALTOR 2003 GP LIMITED, ayant son siège social a Forum House, Grenville Street, St Helier, Jersey JE2 4UF.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite le souscripteur prédésigné, représenté par M. Patrick Van Hees, prénommé, en vertu des procurations dont mention ci-avant;

a déclaré souscrire aux 234.678 (deux cent trente-quatre milles six cent soixante-dix-huit) actions nouvelles, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 2.346.780,- (deux millions trois cent quarante-six mille sept cent quatre-vingt euro) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 2.377.780,- (deux millions trois cent soixante-dix-sept mille sept cent quatre-vingt euro) divisé en 237.778 (deux cent trente-sept mille sept cent soixante-dix-huit) actions de EUR 10,- (dix euro) chacune.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de vingt-six mille sept cents euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: P. Van Hees, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 82, case 2. – Reçu 23.467,80 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2003.

J. Elvinger.

(071217.3/211/136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

HUD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 95.954.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger

(071219.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

BRE/BERLIN I MANAGER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 96.565.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the thirteenth day of October.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public, residing in Luxembourg.

There appeared:

BRE/DB GERMANY, S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

here represented by Nathalie Harel, Maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of this purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of BRE/BERLIN I MANAGER, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Inter vivos, they may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be partners.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of partners which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, who need not necessarily be partners. In that case, the company will be bound in all circumstances by the signature of two members of the board of managers. The managers may be dismissed freely at any time.

The board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealings with third parties, the board of manager has the most extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the company's object.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 16. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 21. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The shares have been subscribed as follows:

500 shares by BRE/DB GERMANY, S.à r.l., prequalified.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2004.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately € 1,400.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions

1. The registered office of the Company shall be at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
2. BRE/MANAGEMENT S.A., a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its principal place of business at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, is appointed manager of the Company for an indefinite period.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le treize octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

BRE/DB GERMANY, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

ici représentée par Nathalie Harel Maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

En particulier, la Société pourra fournir aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation les services nécessaires à leur gestion, contrôle et mise en valeur. Dans ce but, la Société pourra demander l'assistance de conseillers extérieurs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de BRE/BERLIN I MANAGER, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représentée par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat

En cas de plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance, associés ou non. Dans ce cas la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance. Les gérants sont librement et à tout moment révocables.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 19. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10% (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

cinq cents (500) parts sociales par BRE/DB GERMANY, S.à r.l., préqualifiée,

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2004.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution à environ € 1.400.

Résolutions

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. BRE/MANAGEMENT S.A., une société anonyme régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son principal siège d'activité au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. Harel, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 86, case 4. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2003.

J. Elvinger.

(071168.3/211/295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

INTERSAFE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 105, rue Adolphe Fischer.

R. C. Luxembourg B 52.240.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07210, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070675.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

LINEA 3 AMEUBLEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Z.I., route de Bettembourg.

R. C. Luxembourg B 43.271.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07212, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070677.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

MAINTENANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 55.569.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07214, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070679.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

ROCADO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R. C. Luxembourg B 72.988.

—
EuroSkandic S.A. a annulé en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme ROCADO S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72.988.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07431. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070651.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

ROCADO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R. C. Luxembourg B 72.988.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 30 septembre 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 30 septembre 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07439. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070674.3/850/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

MOSSACK FONSECA & CO (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6990 Rameldange, 58, rue Principale.
R. C. Luxembourg B 29.126.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07216, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070681.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

P.J., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 79.616.

—
STATUTS

L'an deux mille trois, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

A comparu:

Monsieur Jorge Carneiro Pereira, ouvrier, demeurant à L-4981 Reckange, 1, rue des Champs,
ici représenté par Monsieur Otis Claeys, comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 22 avril 2003,

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Ledit comparant, représenté comme indiqué ci-avant, a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Le comparant est le seul associé de la société à responsabilité limitée P.J., S.à r.l., ayant son siège social à L-4972 Dippach, 53A, route de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 15 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 552 du 20 juillet 2001, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 79.616.

2. L'associé unique décide de faire un rajout à l'objet social et de modifier, par conséquent, l'article deux des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet l'activité d'un bureau de détective ainsi que la protection de personnes physiques.

Elle peut faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.»

3. Ensuite, l'associé unique décide de transférer le siège social de la société au 15, boulevard Roosevelt à L-2450 Luxembourg, et de modifier, par conséquent, l'article quatre des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au représentant du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: O. Claeys, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, vol. 140S, fol. 98, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2003.

E. Schlessler.

(067464.3/227/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

NEVES ANDRADE MANUEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4053 Esch-sur-Alzette, 49, rue des Charbons.

R. C. Luxembourg B 70.154.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07220, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070686.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

G. SCHEUER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3961 Ehrlange-sur-Mess, 51, rue des Trois Cantons.

R. C. Luxembourg B 41.311.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07226, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070688.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDURA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R. C. Luxembourg B 75.075.

EuroSkandic S.A. a annulé en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme FIDURA S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75.075.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07429. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070652.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDURA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R. C. Luxembourg B 75.075.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 30 septembre 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 30 septembre 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07443. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070671.3/850/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

OPTOTEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 54.834.

EuroSkandic S.A. a annulé en date du 30 septembre 2003, la convention de domiciliation avec la Société Anonyme OPTOTEC S.A., de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 54.834.

EuroSkandic S.A.

L. Stenke

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07425. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070653.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

OPTOTEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 54.834.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société du 30 septembre 2003

Il résulte d'une résolution prise par le conseil d'administration de la Société, le 30 septembre 2003, que le siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg avec effet au 30 septembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2003, réf. LSO-AJ07447. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(070666.3/850/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

ELECTRICITE SCHEUER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlang-sur-Mess, 51, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 84.617.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, réf. LSO-AJ07227, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(070690.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2003.

UNITED NEWS DISTRIBUTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 96.559.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the thirteenth day of the month of October.
Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

UNITED INFORMATION GROUP («UIG B.V.») a company incorporated under the laws of the Netherlands, with its registered office located at Amsteldijk 166, Suite 3.20, 1079 LH Amsterdam represented by Mr Eric Isaac, group resident manager residing in Moutfort, Luxembourg, pursuant to a proxy dated 10th October 2003.

The appearing party, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company («société à responsabilité limitée») which is hereby established as follows:

Art. 1. A limited liability company (société à responsabilité limitée) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become members, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the Company is UNITED NEWS DISTRIBUTION, S.à r.l.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans or otherwise) to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 5. The capital of the Company is fixed at Euro one hundred and thirty-two million seventy nine thousand three hundred (EUR 132,079,300.-) divided into one million three hundred and twenty thousand seven hundred and ninety-three (1,320,793) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Art. 6. Each share entitles its owner to a proportionate right in the Company's assets and profits.

Art. 7. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer inter vivos to non-members is subject to the consent of at least seventy five percent of the Company's capital. In the case of the death of an associate, the share transfer to non-members is subject to the consent of no less than seventy five percent of the votes of the surviving members. In any event the remaining members have a pre-emption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non-member according to the provision laid down by article 189 of the law of 10th August 1915 as amended.

Art. 8. The Company is managed by one or several managers who need not to be members. They are appointed and removed from office by the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates, and which resolves at the majority of the capital. They may be re-elected and may be revoked ad nutum and at any time.

Any manager may participate in any meeting of the board of management by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The quorum for a meeting of managers shall be any three managers.

The board of management may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Vis-à-vis third parties the manager or managers have the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do and authorise all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of any manager or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the managers.

Art. 9. The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 10. Each associate may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 11. Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by a majority of the members representing three quarters of the capital.

Art. 12. The fiscal year begins on 1st January and ends on 31st December of the same year.

Art. 13. Every year as of 31st December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 14. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 15. Out of the net profit five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

The balance may be distributed to the members upon decision of a meeting.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a meeting. The members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 16. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the members who will specify their powers and remunerations.

Art. 17. If, and as long as one associate holds all the shares, the Company shall exist as a single associate Company, pursuant to article 179 (2) of the law on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 18. For anything not dealt with in the present articles of incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by Article 183 of the law of August 10th 1915, on commercial companies, as amended, have been observed.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party UIG B.V. here represented as stated here above by Mr Eric Isaac declared to subscribe all the one million three hundred and twenty thousand seven hundred and ninety-three (1,320,793) shares of the Company and to pay them up in full as well as the share premium through a contribution in kind of a fraction of all its assets and liabilities (universality) (the remaining fraction being allocated as set out below to UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., and UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., Luxembourg incorporated sociétés à responsabilité limitée with registered office at 17, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg), consisting of:

- 539 shares of USD 15,000.- each in UNITED PRN HOLDINGS, S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with registered office at 17, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,
- 22,298,739 shares of £ 0.10 each in PR NEWSWIRE EUROPE Ltd, a company incorporated under the laws of England & Wales with registered office at Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, England,
- 7,650 shares of EUR 1.- each in PR NEWSWIRE, S.à r.l., a company incorporated under the laws of France with registered office at 102, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, France,
- 100 shares of USD 1.- each in INTERNATIONAL TRADE EXHIBITION, Inc., a company incorporated under the laws of Delaware with registered office at 15400 Knoll Trail, Suite 400, Dallas, Texas 75248, USA,
- 547,740 shares of RS 1.- each in PR NEWSWIRE DO BRASIL, a company incorporated under the laws of Brasil with registered office at Calçada Antares, 264, Centro de Apoio II/Alphaville, City of Santana do Parnaíba, State of São Paulo,
- 43,200 shares of EUR 10.- each in CYPERUS S.A., a company incorporated under the laws of Spain with registered office at Plaza Pablo Ruiz Picasso, Planta 37, Madrid, Spain,
- 6,600 Class A shares of Peso 1.- each in PR NEWSWIRE ARGENTINA S.A., a company incorporated under the laws of Argentina with registered office at Allende & Brea, 1300 Maipu St. 10th Floor, Buenos Aires, Argentina,
- 100 ordinary shares of £ 1.- each in UNITED BUSINESS MEDIA (GP) N° 3 LIMITED, a company incorporated under the laws of England & Wales with registered office at Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, England,
- all intercompany loan receivables of UNITED INFORMATION GROUP B.V. for a total amount of EUR 1,195,664.52,
- all cash at LLOYDS TSB BANK for a total amount of EUR 592,671.62,
- all intercompany loan payables of UNITED INFORMATION GROUP B.V. for a total amount of EUR 12,914,943.25 (including for the avoidance of doubt any assets and/or liabilities which may be discovered later).

The contribution to the Company was valued at Euro six hundred and sixty million three hundred and ninety-six thousand three hundred and eighty-five point ninety-seven (EUR 660,396,385.97) of which one hundred and thirty two million seventy nine thousand three hundred Euro (EUR 132,079,300.-) were allocated to the share capital account, the remainder being allocated to share premium.

Such contribution, together with the remaining fractions of assets and liabilities which are simultaneously contributed to UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., and UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., in the context of their incorporation on this same date against the issue of newly issued shares in UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., and UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., constitute all its assets and liabilities as defined in Article 4-1 of the law of 29 December 1971, as amended, which provides for capital duty exemption.

All these assets and liabilities contributed (entire property) are documented in the balance sheet of the contributing company, UNITED INFORMATION GROUP B.V. dated today, thirteenth day of October, 2003, which will remain here annexed, signed by UIG B.V. and hereafter reproduced in order to be an integral part of the deed. Such part of the assets and liabilities contributed to the Company have further been described in a report of the board of managers a copy of which has been signed by the appearing party to be registered with this deed; the remainder of the assets and liabilities of UIG B.V. being contributed to UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., and UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., as set out above, are described in a report attached to the deed of incorporation of even date herewith of UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., and UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l.

Contribution

UIG BV

Description

Balance in EUR

Telephone installation.	2,269.80
Computer & Office equipment	3,194.45
Accrued social charges.	(2,112.22)
Accrued Management fee.	(632.50)
Accrued Payroll taxes.	(831.86)
Accrued legal and professional fees	(14,357.00)
Accrued office rent.	(300.00)
Other creditors	(29,099.64)
Corporate income tax	(548,333.24)
PR NEWSWIRE DO BRASIL	284,390.89
Investment in VAVASSEUR INTERNATIONAL HOLDINGS, S.à r.l.	5,516,072,027.99
Investment in UNITED INFORMATION GROUP BV	0.00
Investment in ROAST, S.à r.l.	3,371,023.60
Investment in BARTERSTORE Ltd	210,753,581.50
Investment in NOP WORLD Ltd	195,103,015.80
Investment in TONICREALM Ltd	885,742.50
Investment in CLASSICPACE Ltd	136,377,319.63
Investment in UNM SHELF CO No. 2 Ltd	218,998,296.18
Investment in UCP HOLDINGS, S.à r.l., 100%	2,677,353,240.05
Provision lower value UCP HOLDINGS, S.à r.l.	(1,268,297,380.00)
Investment in UNM INVESTMENTS No. II, S.à r.l.	97,791,470.34
Provision lower value UNM INVESTMENTS No. II, S.à r.l.	(84,562,730.00)
Investment in EUROPEAN BUSINESS PRESS S.A.	4,913,734.94
Investment in UBM ASIA BV	41,914,315.86
Investment in MILLER FREEMAN (ISRAEL) LIMITED	892,318.17
Provision lower value MILLER FREEMAN (ISRAEL) LIMITED	(892,318.17)
Investment in CMPi HOLDINGS BV	215,821,181.73
Investment in PHOENIXMERGE Ltd	6,983,947.19
Investment in URN Ltd.	100,971,461.25
Investment in AUSTERLAND Ltd	304,499,112.06
Investment in NOP WORLD Inc.	9,957,849.26
Investment in MEDIAMARK RESEARCH Inc.	21,237,452.20
Investment in UBM INFORMATION HOLDINGS (NEDERLAND) BV	172,197,858.00
Investment in INFOCLAIM Ltd	152,191,941.01
Investment in UBM SERVICES HOLDINGS BV	99,755,307.40
Investment in UNITED BUSINESS MEDIA (GP) No. 3.	304,499,112.06
Investment in UNITED PRN HOLDINGS, S.à r.l.	341,058,903.58
Investment in INTERNATIONAL TRADE EXHIBITION INC.	0.00
Investment in PR NEWSWIRE EUROPE Ltd.	25,555,460.00
Investment in PR NEWSWIRE, S.à r.l., (France)	6,499,474.62
Provision lower value PR NEWSWIRE, S.à r.l., (France)	(6,499,474.62)
Investment in PR NEWSWIRE ARGENTINA S.A.	125,126.55
Investment in CYPERUS SPAIN S.A.	1,228,368.88
Provision lower value CYPERUS SPAIN S.A.	(1,228,368.88)
Intercompany with UNM LLC HOLDINGS, S.à r.l.	(316,077.39)
Intercompany with VAVASSEUR INTERNATIONAL HOLDINGS, S.à r.l.	(2,517.04)
Intercompany with NEXUSGROVE HOLDING	4,974.53
Intercompany with UBM ASIA BV	848,855.89

Intercompany with UBMG Ltd	(195,583.13)
Intercompany with VAVASSEUR INTERNATIONAL BV	(10,509,317.54)
Intercompany with UBM INFORMATION HOLDINGS (NEDERLAND) BV	(44,997.44)
Intercompany with KUBEN HOLDING BV	47,892.07
Intercompany with MEDIAMARK RESEARCH Inc.	(1,076,898.20)
Intercompany with CX PROPERTIES	50,916.10
Intercompany with NOP WORLD Inc.	(325,776.97)
Intercompany with CMPi HOLDINGS BV	33,421.11
Intercompany with UFL	56,872.46
Intercompany with CMP MEDIA LLC	(290,098.40)
Intercompany with MF WW	152,732.36
Intercompany with MF ASIA	(89,477.73)
Intercompany with CMPi	(58,156.82)
Intercompany with MF SWITZERLAND	(6,042.59)
Share capital	(53,092.39)
Share premium	(11,372,588,445.70)
Retained earnings	1,243,925,702.34
Opening balance adjustment	(235,454.80)
Current earnings	77,306,209.02
Translation reserve	557,315,590.60
Exchange reserves	246,078.71
Legal reserve	(11,500.00)
Other reserve	(1,040.01)
Currency translation adjustment reserve	0.00
Lloyds TSB BANK	592,671.62
	(0.00)
Net asset value	9,494,095,952.22

Consideration

1,320,793 shares in the Company with a nominal value of EUR 100.- each issued at a share premium of EUR 528,317,085.97.

2,167,133 shares in UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., aforementioned with a nominal value of EUR 100.- each issued at a share premium of EUR 866,853,024.95.

4,266,180 shares in UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., aforementioned with a nominal value of EUR 100.- each issued at a share premium of EUR 1,706,471,752.09.

11,234,087 shares in UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., aforementioned with a nominal value of EUR 100.- each issued at a share premium of EUR 4,493,634,789.24.

Because of the contribution of the entire assets and liabilities of UNITED INFORMATION GROUP B.V., a company incorporated under the laws of the Netherlands carried out simultaneously, nothing withheld or excepted, to the Company and to UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., and UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., aforementioned, the notary refers to article 4-1 of the law of 29th December 1971 which provides for a capital duty exemption.

Proof of the transfer of the contribution in kind was given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately seven thousand eight hundred Euro.

Extraordinary General Meeting

The single shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the company is fixed at L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

2. The number of managers is set at 4:

- Eric Isaac, group resident manager, residing in Moutfort, Luxembourg;
- Jack Groesbeek, manager, residing in Krommenie, Netherlands;
- Neil Mephram, manager, residing in London, United Kingdom;
- Dennis Bosje, manager, residing in Steinfort, Luxembourg

3. From the share premium account an amount corresponding to 10% of the share capital of the Company thirteen million two hundred and seven thousand nine hundred and thirty Euro (EUR 13,207,930.-) shall be allocated to the legal reserve which thereafter shall have reached the minimum required by applicable law.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le treizième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

UNITED INFORMATION GROUP B.V. («UIG B.V.»), une société de droit néerlandais, ayant son siège à Amsteldijk 166, Suite 3.20, 1079 LH Amsterdam,

représentée en personne par M. Eric Isaac, gérant résident du groupe, demeurant à Moutfort, Luxembourg, en vertu d'une procuration du 10 octobre 2003.

Lequel comparant a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par les présentes:

Art. 1^{er}. Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes. La société prend la dénomination de UNITED NEWS DISTRIBUTION, S.à r.l.

Art. 2. L'objet de la Société est de détenir des participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou de toute autre entreprise, l'acquisition par achat, souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, ou autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance par l'intermédiaire de prêts ou autrement, à toute société affiliée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision collective des associés.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à cent trente-deux millions soixante dix-neuf mille trois cents Euro (EUR 132.079.300,-) subdivisé en un million trois cent vingt mille sept cent quatre-vingt-treize (1.320.793) parts sociales d'une valeur nominale de cents Euro (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Chaque part donne droit à une part proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 7. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus du transfert à un non-associé conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité du capital. Ils sont rééligibles et ils sont révocables ad nutum et à tout moment.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le quorum pour une réunion du conseil de gérance est de trois gérants.

Le conseil des gérants peut, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la décision intervenue.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à l'objet de la Société. La Société sera engagée par la signature seule et individuelle de chacun des gérants ou par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par les gérants.

Art. 9. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 13. Chaque année, la gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 15. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal ou, pour le premier exercice social, la date de constitution, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

La réserve de prime d'émission peut être distribuée aux associés par décision prise en assemblée générale. Les associés peuvent décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 16. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 17. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Souscription et Payement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante prémentionnée UIG B.V. représentée par M. Eric Isaac, prénommée celle-ci a souscrit et intégralement libéré un million trois cent vingt mille sept cent quatre-vingt treize (1.320.793) parts sociales de la Société, ensemble avec une prime d'émission par apport en nature d'une fraction de tous ses actifs et passifs (universalité) (la fraction restante étant allouée à UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., tel que exposé ci-après, des sociétés à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social à 17, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg), consistant en

- 539 parts sociales de USD 15.000,- chacune dans UNITED PRN HOLDINGS, S.à r.l., une société régie par les lois du Luxembourg ayant son siège social au 17, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

- 22.298.739 parts sociales de £ 0,10 chacune dans PR NEWSWIRE EUROPE Ltd, une société régie par les lois anglaises et galloises ayant son siège social à Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, England,

- 7.650 parts sociales de EUR 1,- chacune dans PR NEWSWIRE, S.à r.l., une société régie par les lois françaises, ayant son siège social au 102, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, France,

- 100 parts sociales de USD 1,- chacune dans INTERNATIONAL TRADE EXHIBITION, Inc., une société régie par les lois du Delaware ayant son siège social au 15400 Knoll Trail, Suite 400, Dallas, Texas 75248, USA,

- 547.740 parts sociales de RS 1,- chacune dans PR NEWSWIRE DO BRASIL, une société régie par les lois brésiliennes, ayant son siège social au Calçada Antares, 264, Centro de Apoio II/Alphaville, City of Santana do Parnaíba, State of São Paulo,

- 43.200 parts sociales de EUR 10,- chacune dans CYPERUS S.A., une société régie par les lois espagnoles, ayant son siège social au Plaza Pablo Ruiz Picasso, Planta 37, Madrid, Spain,

- 6.600 parts sociales de la catégorie A de Peso 1,- chacune dans PR NEWSWIRE ARGENTINA S.A., une société régie par les lois argentines ayant son siège social au Allende & Brea, 1300 Maipu St. 10th Floor, Buenos Aires, Argentina,

- 100 parts sociales ordinaires de £ 1,- chacune dans UNITED BUSINESS MEDIA (GP) N° 3 LIMITED, une société régie par les lois anglaises et galloises ayant son siège social au Ludgate House, 245 Blackfriars Road, London SE1 9UY, England,

- toutes les créances intragroupe de UNITED INFORMATION GROUP B.V. s'élevant à un montant total de EUR 1.195.664,52,

- toutes les espèces auprès de la LLOYDS TSB BANK s'élevant à un montant total de EUR 592.671.62,-,

- toutes les dettes intragroupe de UNITED INFORMATION GROUP B.V. s'élevant à un montant total de EUR 12.914.943,25 (y compris, en vue d'éviter toute équivoque, tous actifs et passifs qui pourraient être découverts plus tard).

L'apport a été évalué à six cent soixante millions trois cent quatre-vingt-seize mille trois cent quatre-vingt-cinq virgule quatre-vingt-dix-sept Euro (EUR 660.396.385,97) dont cent trente-deux millions soixante-dix-neuf mille trois cents Euro (EUR 132.079.300,-) ont été alloués au capital social, le reste étant alloué au poste prime d'émission.

Cet apport, ensemble avec les fractions restantes des actifs et passifs qui sont simultanément apportés en nature à UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., dans le cadre de la constitution de UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., effectuée en ce même jour, contre émission de parts sociales nouvelles dans UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., constituent tous ses actifs et passifs tels que définis à l'article 4-1- de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée, qui prévoit l'exonération du droit d'apport.

Tous ces actifs et passifs apportés (intégralité de patrimoine) sont documentés sur le bilan de la société apporteuse, UNITED INFORMATION GROUP B.V., en date de ce jour 13 octobre 2003, lequel bilan restera ci-annexé, signé par UIG B.V. et ci-après reproduit de sorte à faire partie intégrante du présent acte. La partie des actifs et passifs apportés à la société ont par ailleurs fait l'objet d'un rapport d'évaluation du conseil de gérance, signé par les parties comparantes, lequel rapport restera ci-annexé pour être soumis avec lui à l'enregistrement; le reste des actifs et passifs de UIG B.V. sont apportés à UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., tel qu'exposé dans des rapport annexés aux actes de constitution de UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., en même date des présentes.

Apport

UIG BV

Description

Balance in EUR

Installation téléphonique.	2.269,80
Support informatique et équipement bureautique	3.194,45
Charges sociales accumulées	(2.112,22)
Commission de gestion accumulée	(632,50)
Impôts sur salaire accumulé	(831,86)
Frais légaux et professionnels accumulés.	(14.357,00)
Loyers accumulés	(300,00)
Autres créanciers	(29.099,64)
Impôt sur le revenu des personnes morales	(548.333,24)
PR NEWSWIRE DO BRASIL.	284.390,89
Investissement dans VAVASSEUR INTERNATIONAL HOLDINGS, S.à r.l.	5.516.072.027,99
Investissement dans UNITED INFORMATION GROUP BV.	0,00
Investissement dans ROAST, S.à r.l.	3.371.023,60
Investissement dans BARTERSTORE Ltd	210.753.581,50
Investissement dans NOP WORLD Ltd	195.103.015,80
Investissement dans TONICREALM Ltd	885.742,50
Investissement dans CLASSICPACE Ltd	136.377.319,63
Investissement dans UNM SHELF CO No. 2 Ltd.	218.998.296,18
Investissement dans UCP HOLDINGS, S.à r.l., 100%	2.677.353.240,05
Provision pour valeur inférieure UCP HOLDINGS, S.à r.l.	(1.268.297.380,00)
Investissement dans UNM INVESTMENTS No. II, S.à r.l.	97.791.470,34
Provision pour valeur inférieure UNM INVESTMENTS No. II, S.à r.l.	(84.562.730,00)
Investissement dans EUROPEAN BUSINESS PRESS S.A.	4.913.734,94
Investissement dans UBM ASIA BV.	41.914.315,86
Investissement dans MILLER FREEMAN (ISRAEL) LIMITED.	892.318,17
Provision pour valeur inférieure MILLER FREEMAN (ISRAEL) LIMITED.	(892.318,17)
Investissement dans CMPi HOLDINGS BV.	215.821.181,73
Investissement dans PHOENIXMERGE Ltd	6.983.947,19
Investissement dans URN Ltd	100.971.461,25
Investissement dans AUSTERLAND Ltd	304.499.112,06
Investissement dans NOP WORLD Inc.	9.957.849,26
Investissement dans MEDIAMARK RESEARCH Inc.	21.237.452,20
Investissement dans UBM INFORMATION HOLDINGS (NEDERLAND) BV.	172.197.858,00
Investissement dans INFOCLAIM Ltd	152.191.941,01
Investissement dans UBM SERVICES HOLDINGS BV.	99.755.307,40
Investissement dans UNITED BUSINESS MEDIA (GP) No. 3 Ltd.	304.499.112,06
Investissement dans UNITED PRN HOLDINGS, S.à r.l.	341.058.903,58
Investissement dans INTERNATIONAL TRADE EXHIBITION Inc.	0,00
Investissement dans PR NEWSWIRE EUROPE Ltd	25.555.460,00
Investissement dans PR NEWSWIRE, S.à r.l., (France)	6.499.474,62
Provision pour valeur inférieure PR NEWSWIRE, S.à r.l., (France)	(6.499.474,62)

Investissement dans PR NEWSWIRE ARGENTINA S.A.	125.126,55
Investissement dans CYPERUS SPAIN S.A.	1.228.368,88
Provision pour valeur inférieure CYPERUS SPAIN S.A.	(1.228.368,88)
Prêt intragroupe avec UNM LLC HOLDINGS, S.à r.l.	(316.077,39)
Prêt intragroupe avec VAVASSEUR INTERNATIONAL HOLDINGS, S.à r.l.	(2.517,04)
Prêt intragroupe avec NEXUSGROVE HOLDINGS	4.974,53
Prêt intragroupe avec UBM ASIA BV	848.855,89
Prêt intragroupe avec UBMG Ltd	(195.583,13)
Prêt intragroupe avec VAVASSEUR INTERNATIONAL BV	(10.509.317,54)
Prêt intragroupe avec UBM INFORMATION HOLDINGS (NEDERLAND) BV	(44.997,44)
Prêt intragroupe avec KUBEN HOLDING BV.	47.892,07
Prêt intragroupe avec MEDIAMARK RESEARCH Inc.	(1.076.898,20)
Prêt intragroupe avec CX PROPERTIES	50.916,10
Prêt intragroupe avec NOP WORLD Inc.	(325.776,97)
Prêt intragroupe avec CMPi HOLDINGS BV.	33.421,11
Prêt intragroupe avec UFL	56.872,46
Prêt intragroupe avec CMP MEDIA LLC	(290.098,40)
Prêt intragroupe avec MF WWW.	152.732,36
Prêt intragroupe avec MF ASIA.	(89.477,73)
Prêt intragroupe avec CMPi	(58.156,82)
Prêt intragroupe avec MF SWITZERLAND	(6.042,59)
Capital social	(53.092,39)
Prime d'émission	(11.372.588.445,70)
Bénéfices non distribués	1.243.925.702,34
Ajustement d'ouverture de bilan	(235.454,80)
Bénéfices actuels	77.306.209,02
Réserve de conversion.	557.315.590,60
Réserves de cours de change	246.078,71
Réserve légale.	(11.500,00)
Autre réserve.	(1.040,01)
Ajustement de la réserve de conversion.	0,00
Lloyds TSB BANK	592.671,62
	(0,00)
Valeur nette des avoirs	9.494.095.952,22

Contrepartie

1.320.793 parts sociales de la Société avec une valeur nominale de EUR 100,- chacune émises avec une prime d'émission de 528.317.085,97.

2.167.133 parts sociales de UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., prénommée, avec une valeur nominale de EUR 100,- chacune émises avec une prime d'émission de EUR 866.853.024,95.

4.266.180 parts sociales de UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., prénommée, avec une valeur nominale de EUR 100,- chacune émises avec une prime d'émission de EUR 1.706.471.752,09.

11.234.087 parts sociales de UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., prénommée, avec une valeur nominale de EUR 100,- chacune émises avec une prime d'émission de EUR 4.493.634.789,24.

A cause de l'apport de la totalité des actifs et passifs de UNITED INFORMATION GROUP B.V., une société de droit néerlandais, effectué simultanément, rien réservé ni excepté, à la Société et UNITED MARKET RESEARCH, S.à r.l., UNITED PROFESSIONAL MEDIA, S.à r.l., et UNITED CONSUMER MEDIA, S.à r.l., prénommées, le notaire se réfère à l'article 4.1. de la loi du 29 décembre 1971 qui prévoit une exemption du droit d'apport.

La preuve du transfert apports en nature a été donnée par acte notarié soussigné.

Evaluation / Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de sa constitution à sept mille huit cents Euro.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 17, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2. Le nombre de gérants est fixé à 4 pour une durée indéterminée:

- Eric Isaac, gérant résident de groupe, demeurant à Moutfort;
- Jack Groesbeek, gérant, demeurant à Krommenie, Pays-Bas;
- Neil Mephram, gérant, demeurant à Londres, Royaume-Uni;
- Dennis Bosje, gérant, demeurant à Steinfort, Luxembourg.

3. Un montant correspondant à 10% du capital social de la Société c'est-à-dire treize millions deux cent sept mille neuf cent trente Euro (EUR 13.207.930,-) sera alloué à la réserve légale qui aura par la suite atteint le niveau requis par la loi. Ce montant est débité du compte prime d'émission.

En foi de quoi, Nous notaire, soussigné, avons apposé notre sceau en date qu'en tête.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: E. Isaac, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 82, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2003.

J. Elvinger.

(071123.3/211/497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2003.

**BETA INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A., Société Anonyme,
(anc. Société Anonyme Holding).**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 59, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 46.565.

In the year two thousand three, on the tenth day of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of BETA INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A. (the Company), a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 12-16, avenue Monterey in L-2163 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, on 14 January, 1994, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, N° 178 of 6 May, 1994. The Company is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 46.565.

The Meeting is chaired by Me Bernard Beerens, attorney-at-law with professional address at Luxembourg 58, rue Charles Martel, who appoints as Secretary, Mr Patrick Van Hees, jurist with professional address at Luxembourg, 15, Côte d'Eich.

The Meeting appoints as Scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist with professional address at Luxembourg, 15, Côte d'Eich (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituting the Bureau of the Meeting).

The shareholders, represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representatives of the shareholders and the members of the Bureau.

The proxies from the shareholders represented at the present Meeting will also remain attached to the present minutes and signed by all the parties.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that 1,500 (one thousand five hundred) ordinary shares without nominal value, representing the entirety of the voting share capital of the Company of EUR 75,000.- (seventy-five thousand Euro) are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, the shareholders represented at the Meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by all the shareholders represented at the Meeting, the members of the Bureau and the notary, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed with the registration authorities.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices.
2. Surrender of the 1929 holding company tax regime and submission of the Company to a fully taxable regime;
3. Subsequent amendment of article 4 of the articles of association of the Company (the Articles);
4. Transfer of the registered office of the Company from its current address to 59, boulevard Royal in L-2449 in Luxembourg; and
5. Miscellaneous.

Then the Meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to surrender the 1929 holding company tax regime of the Company, currently constituted under the law dated 31 July, 1929 on holding companies, as amended and to submit the Company to a fully taxable regime.

Third resolution

As a consequence of the third resolution, the Meeting resolves to amend article 4 of the Articles, which shall be read as follows:

«Art. 4. Corporate object

The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect shareholding and to group companies, including direct or indirect parent companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favours the realisation of its objects.

The Company shall not be governed by the law dated 31 July, 1929 on holding companies.»

Fourth resolution

The Meeting resolves to transfer the registered office of the Company from its current address to 59, boulevard Royal in L-2449 in Luxembourg.

Estimates of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,000.- (one thousand Euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le dix octobre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de BETA INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A. (la Société), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12-16, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, le 14 janvier 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 178 du 6 mai 1994. La Société est enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 46.565.

La séance est présidée par Maître Bernard Beerens, avocat domicilié professionnellement au 58, rue Charles Martel à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste domicilié professionnellement au 15, Côte d'Eich à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste domicilié professionnellement au 15, Côte d'Eich à Luxembourg (le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment le Bureau de l'Assemblée).

Les actionnaires représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont mentionnés sur une liste de présence qui restera annexée aux présentes minutes après avoir été signée par les mandataires des actionnaires et les membres du Bureau.

Les procurations émises par les actionnaires représentés à la présente Assemblée resteront également annexées aux présentes minutes signées par toutes les parties.

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Qu'il résulte de la liste de Présence, établie et certifiée par les membres du Bureau que 1.500 (mille cinq cents) actions ordinaires sans valeur nominale, représentant la totalité des actions émises avec droit de vote du capital social de la Société d'un montant de EUR 75.000.- (soixante-quinze mille Euro) sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour, indiqués ci-après, sans convocation préalable, les actionnaires représentés à l'Assemblée ayant décidé de se réunir après examen de l'ordre du jour.

La liste de présence, signée par les actionnaires représentés à l'Assemblée, les membres du Bureau et le notaire, restera annexée au présent acte avec les procurations pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Abandon du régime fiscal de société holding 1929 et adoption d'un statut de société pleinement imposable;
3. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société (les Statuts);
4. Transfert du siège social de la Société de son adresse actuelle au 59, boulevard Royal à L-2449 à Luxembourg; et
5. Divers.

L'Assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'abandonner le statut fiscal de la Société, qui est actuellement soumise à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, telle que modifiée, et d'adopter un statut de société pleinement imposable.

Troisième résolution

Comme conséquence de la troisième résolution, l'Assemblée décide de modifier l'article 4 des Statuts qui prendra désormais la teneur suivante:

«Art. 4. Objet

La Société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra investir dans des immeubles et créer, administrer, développer et céder ses avoirs actuels et futurs et notamment un portefeuille se composant de titres de toute origine, constituer, développer et contrôler toute entreprise ou société, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, se voir accorder ou accorder des licences sur des droits de propriété intellectuelle et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte et à des sociétés de son groupe, y compris les sociétés mères directes et indirectes, ou au profit de celles-ci, toute assistance, y compris des prêts, avances ou garanties.

La Société peut accomplir toutes opérations industrielles ou commerciales favorisant directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet social.

L'objet de la Société doit être considérée comme ne tombant pas sous l'application des dispositions de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 59, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 1.000,- (mille Euro).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête des mêmes parties, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: B. Beerens, P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 81, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2003.

J. Elvinger.

(071433.3/211/153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2003.